



PARLEMENT REPORTAGE

À l'Assemblée, la censure « en mousse » des socialistes vire à l'humiliation

François Bayrou a profité de la motion de censure spontanée des socialistes pour les renvoyer à leurs contradictions et à leurs querelles de congrès, provoquant leur départ de l'hémicycle. Même à gauche, personne ne les a défendus.

Mathieu Dejean et Clément Rabu - 19 février 2025 à 21h08

Une attaque en règle et des ennemis pour la vie. Voilà le bilan, très amer pour les socialistes, de l'examen de la motion de censure spontanée qu'ils avaient déposée à l'Assemblée nationale et qui a échoué, mercredi 19 février, avec 181 voix pour (il en fallait 289). Pendant de longues minutes, après que la députée socialiste Ayda Hadizadeh a défendu le texte appelant à censurer un gouvernement qui, « au lieu de tenir tête, plie l'échine » face à l'extrême droite, François Bayrou a lâché ses coups contre le Parti socialiste (PS) et en particulier son premier secrétaire, Olivier Faure.

« C'est la sixième motion de censure que nous examinons en cinq semaines, et la plus cousue de fil blanc de toute l'histoire parlementaire », a entamé le premier ministre avant d'enchaîner les périphrases fielleuses pour ridiculiser l'initiative socialiste. « Une motion de censure à blanc, après avoir refusé quatre motions de censure à balles réelles », « une motion de censure pour faire semblant », « une motion de censure de congrès », a-t-il déclaré, suscitant les rires bruyants de quelques députés de La France insoumise (LFI), eux-mêmes critiques d'une démarche qu'ils jugent pleine de faux-semblants.

Comme si ce réquisitoire colérique ne suffisait pas, le Béarnais, pourtant en difficulté avec l'affaire Notre-Dame-de-Bétharram, a continué en ajoutant que, si le but était « d'enlever à Jean-Luc Mélenchon un angle de sarcasme »

contre le PS en présentant cette motion de censure spontanée, celui-ci aura « les sarcasmes et le ridicule ». À distance, le leader de LFI n'a pas reculé devant la mesquinerie : « Bayrou découvre le caractère toxique de toute relation avec le PS. Il n'hésite pas à maltraiter son petit personnel », a-t-il posté sur X.

Un échec sur tous les plans

Alors qu'Olivier Faure appelait le premier ministre à ne pas mépriser ses troupes, en vain, les socialistes ont massivement déserté l'hémicycle. François Bayrou, qui n'avait visiblement pas digéré d'être accusé par le premier secrétaire de « fusion idéologique » avec l'extrême droite le matin même, a ensuite exhumé une citation de celui-ci où il parlait de « colonisation à l'envers ». « Est-ce que M. Faure sait qu'une "colonisation à l'envers", c'est bien plus grave qu'un "sentiment de submersion" ? », a-t-il interrogé en son absence, pour se défendre d'avoir utilisé cette expression.

Salle des quatre colonnes, après le discours de François Bayrou, les député-es socialistes présentaient un visage blême aux journalistes. « Notre interpellation sincère appelait une réponse sincère. Le premier ministre n'a pas fait ce choix. Il n'a pas honoré le débat parlementaire. Nous sommes déterminés à nous battre dans l'opposition », a déclaré Boris Vallaud, président du groupe socialiste, la voix étouffée et comme KO debout.

Olivier Faure a pour sa part accusé François Bayrou de lui attribuer erronément une phrase qu'il empruntait à une concitoyenne. « J'ai trouvé ça grossier. Dans l'ensemble, tout était assez grossier », a-t-il affirmé, lui aussi abasourdi. « Nous avons joué le jeu à chaque étape. Nous avons pris la responsabilité de ne pas censurer car il fallait un budget pour la France. Mais nous n'avons rien à faire avec des gens qui n'ont que le mépris à la bouche. Nous allons censurer sans état d'âme », a-t-il ajouté.

« Nous ne sommes pas dupes de la triste comédie offerte par les socialistes. »

Bastien Lachaud, député LFI

En quelques heures, c'est comme si toute la stratégie poursuivie par le PS depuis ses négociations avec François Bayrou sur le budget lui était revenue en pleine figure, comme un boomerang.

Après son abstention sur les cinq motions de censure déposées par LFI depuis le 16 janvier, l'objectif affiché par cet article « 49-2 » encore méconnu de la Constitution était de réaffirmer la place du PS dans l'opposition. Le visuel trompeur des Jeunes socialistes appelant à faire « tomber » le gouvernement en atteste. Mais cette tentative maladroite a échoué sur tous les plans.

Même si des protestations contre François Bayrou se sont élevées des bancs des groupes de gauche restés dans l'hémicycle pendant son discours, elles étaient timides. S'ils ont voté pour la motion de censure des socialistes, les député-es des groupes écologiste, communiste et insoumis raillent depuis des jours la logique jugée retorse de leurs collègues.

L'incompréhension

Plusieurs député-es se faisaient l'écho de cette critique encore quelques minutes avant le discours de François Bayrou. « C'est une motion en mousse, une interpellation qui n'a aucun sens alors que les socialistes pouvaient s'opposer au budget d'austérité comme à la dérive d'extrême droite du gouvernement en votant les nôtres », estimait la députée LFI Gabrielle Cathala. « C'est une motion d'affichage politique : quand on s'oppose au gouvernement, on ne s'oppose pas à géométrie variable », abondait la députée du groupe de la Gauche démocrate et républicaine (GDR) Karine Lebon. L'Écologiste Benoît Biteau prévenait même les socialistes : « Ils sont dans l'ambivalence. Attention à ne pas verser dans le "en même temps". »

Le couperet est tombé quand François Bayrou s'est engouffré dans les contradictions du PS. Pour ce faire, il a pu s'appuyer sur un allié de taille nommé François Hollande. Celui-ci a contrarié la vocation oppositionnelle

du 49-2 en affirmant le 5 février sur France 5 que cette initiative n'était « pas faite pour renverser le gouvernement, mais pour l'interpeller » sur les « valeurs ». François Bayrou s'est fait un malin plaisir de rappeler, à la tribune, cette phrase qui sonnait comme un aveu de faiblesse.

Alors que le Rassemblement national (RN) avait laissé, un temps, entendre qu'il pourrait voter la motion de censure socialiste (ce qui aurait pu faire chuter le gouvernement), François Hollande a carrément suggéré que le PS pourrait la retirer. Ces péripéties n'ont pas aidé les socialistes à se sortir du mauvais pas qu'ils avaient fait, ni à dissiper l'incompréhension que leur stratégie inspirait.

« Quand Hollande a dit cela, c'était le petit instant gourmand, qui a fait la démonstration éclatante que c'était de la posture. Quand on peut objectivement faire tomber le gouvernement, on ne fait pas un truc comme ça, surtout quand on se réclame de la gauche de gouvernement », taclait le député LFI Ugo Bernalicis avant d'entendre la charge de François Bayrou.

Dans leurs interventions à la tribune pour appeler à voter la censure, les groupes de gauche n'ont pas fait montre d'une solidarité débordante avec les socialistes. « La critique sur les valeurs est indispensable mais ne suffit pas, il y a aussi la politique économique et sociale qui abandonne les classes populaires », a cinglé la députée communiste Soumya Bourouaha. « Nous ne sommes pas dupes de la triste comédie offerte par les socialistes. Aujourd'hui, pour redorer leur blason et se racheter une conscience, ils s'offrent une session de rattrapage », a enchaîné le député LFI Bastien Lachaud.

Ironiquement, il n'y a bien eu que le député indépendant Stéphane Vojetta, apparenté Ensemble pour la République (EPR), pour témoigner d'un peu d'empathie avec les socialistes : « Je n'ai pas compris vos saillies initiales à l'encontre d'un parti à qui votre gouvernement a tendu la main », a-t-il affirmé à l'adresse de François Bayrou. De manière générale, une grande interrogation planait dans l'hémicycle mercredi soir sur l'attitude du premier ministre, qui s'est mis à dos pour de bon un groupe sur lequel il avait compté jusqu'à présent.

Alors que cet épisode parlementaire ne devait être qu'un non-événement politique, la donne avait changé en fin de journée. Au grand dam de ses initiateurs, dépités.

Mathieu Dejean et Clément Rabu

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart - 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.
RCS Paris 500 631 932. Numéro de CPPAP : 1224Y90071 - Directeur de la publication : Carine Fouteau